



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **Déclaration liminaire de la FSU12**

**CDEN 23 juin 2025**

Madame la Préfète,  
Madame la Vice-présidente du Conseil départemental  
Madame la Directrice Académique Mesdames, Messieurs les membres du CSA

La FSU tient à exprimer son immense tristesse, sa colère et sa solidarité indéfectible après l'assassinat de Mélanie G., assistante d'éducation au collège Françoise Dolto à Nogent, en Haute-Marne. La FSU exprime toute sa solidarité aux proches de Mélanie, à ses collègues, aux élèves, aux familles, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté éducative du collège Dolto.

Mélanie G. a été tuée alors qu'elle incarnait, chaque jour, l'engagement discret mais essentiel de ces personnels qui font tenir l'École. Les AED comme les AESH, souvent invisibilisé·es, précaires, sous-payé·es, jouent un rôle fondamental dans la vie de nos établissements : médiation, surveillance, écoute, appui éducatif... Ils et elles participent pleinement à la construction du lien social au sein des établissements.

Ni adjoint·es administratifs·ves, ni vigiles, les AED doivent voir dès lors, leurs missions respectées et leurs conditions de travail améliorées par la création des postes et recrutement pour répondre aux besoins. Ce n'est aujourd'hui pas le cas, où dans notre département, c'est encore la logique de redéploiement qui va s'imposer et conduire au retrait de moyens, dans une approche qui s'exonère de l'approche qualitative que nous revendiquons. Nous aurons un groupe de travail pour échanger sur la ventilation des moyens mais nous pouvons d'ores et déjà dire que les arbitrages ne pourront être satisfaisants, et que si un barème existe, il n'est pas à la hauteur de ce que l'on souhaite pour nos « vie scolaire » ou (vies scolaires ?) et l'accompagnement des élèves.

Aujourd'hui, la communauté éducative est en deuil. Mais demain, elle devra se lever plus unie et plus forte encore, pour exiger une École sûre, humaine, solidaire et protectrice pour tous ses agent·es et ses élèves. Il faudra alors sortir des solutions simplistes, souvent purement répressives, de ceux et celles qui tentent de tirer profit des situations même les plus dramatiques et enfin prendre en compte les problématiques profondes qui gangrènent l'école et plus largement notre société. Nous l'avons dit en CSA académique, il y a une semaine, si l'institution ne peut lutter contre tous les maux de la société, si elle ne peut traiter toutes les fragilités psychologiques individuelles, qui relèvent de nombreux facteurs, elle ne peut non plus ignorer la réalité : la situation se dégrade dans les écoles et dans établissements en termes de climat scolaire, avec des tensions qui vont croissant, avec des incidents lourds quand ce n'est pas graves, et tout cela entre élèves, mais aussi adultes et élèves, et entre personnels.

Dans notre département, les signalement RSST font ainsi clairement apparaître ces difficultés : les enseignant·es sont de plus en plus souvent confronté·es à des situations où ils et elles font face au comportement imprévisible et ingérable, marqué par des formes de violence envers d'autres élèves ou dirigée vers les personnels, ce qui installe un contexte où la mission d'enseignement ne peut plus être assurée en toute sérénité voire en toute sécurité. Les équipes enseignantes expriment trop souvent la frustration – quand ce n'est pas la colère – de ne pas être accompagnée par l'institution

qui n'apporte pas toujours de solution adaptée, voire renvoie la responsabilité aux personnels en remettant en cause leur travail. Chacun comprendra que ce n'est pas pour nous acceptable.

Loin des réponses attendues aux défis éducatifs, sociaux et de santé qui traversent l'École, les dernières annonces du président ou celles du gouvernement continuent d'ignorer les réalités de terrain et les attentes de l'ensemble des personnels. L'annonce de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant est par ailleurs une nouvelle diversion de l'Élysée dont personne n'est dupe alors que l'école publique manque de tout. En évitant les véritables enjeux de l'École – lutte contre les inégalités, conditions d'apprentissage, justice sociale – le président de la République ainsi que le gouvernement poursuit une logique de communication au détriment d'une politique éducative ambitieuse.

Alors que les assises de la santé et du bien-être des élèves auraient dû marquer un tournant, les mesures proposées, une nouvelle fois, renforcent les inégalités scolaires. Alors que concernant la santé des élèves et des personnels, l'Education Nationale est dans un état catastrophique : manque criant de médecins, d'infirmières, de psychologues. Pour la FSU, une véritable ambition pour la réussite scolaire des élèves et pour la lutte contre les inégalités sociales et de santé est possible avec un investissement massif, permettant le renforcement de la présence des personnels et de leur reconnaissance au sein des écoles et établissements scolaires qui agissent au quotidien pour la réussite de tous les élèves. On en est loin quand voit le ratio d'élève / AESH, traduisant une prise en charge qui n'a cessé de se dégrader, de même que le nombre d'élèves notifiés (78) qui demeurent en attente d'accompagnement dans notre département. Certes le rectorat va donner un peu plus de moyen à l'Aveyron, mais c'est en gageant des moyens qu'il n'est même pas sûr d'obtenir en pratique dans le prochain budget.

Concernant la carte scolaire, dans notre département, nous voulons rappeler ici que l'école publique est bien plus qu'un lieu d'apprentissage : elle est un pilier du lien social, un rempart contre la désertification rurale, et l'un des derniers services publics accessibles à toutes et tous. Pourtant, elle est aujourd'hui en danger.

Avec un réseau d'écoles souvent éclaté, des distances importantes entre les communes, une faible densité de population et une accessibilité parfois difficile, les réalités de l'ultra-rural imposent une lecture différenciée des besoins éducatifs. Une approche strictement comptable à coups de P/E, fondée sur des moyennes nationales, est inadaptée : dans ces territoires, fermer une école, c'est fragiliser tout un territoire, chacun le sait.

Certes, les effectifs sont en baisse. Mais cette réalité ne doit pas servir de prétexte à une réduction continue des moyens. Dans nos territoires, supprimer un poste, c'est souvent condamner une école à la fermeture à plus ou moins long terme, avec des conséquences majeures sur l'attractivité, la cohésion sociale et le droit à l'éducation de proximité pour tous. C'est aussi fragiliser une équipe, dégrader les conditions de travail des personnels, pousser à la mutation ceux et celles qui restent.

Travailler dans une école à classe unique ou à multi-niveaux, loin d'une équipe pédagogique, sans remplaçant facilement mobilisable, c'est une réalité du quotidien. Ces collègues, souvent très investi-es, doivent être soutenu-es, formé-es, accompagné-es. Leur isolement ne doit pas les condamner à l'oubli institutionnel.

L'État reconnaît depuis longtemps la spécificité des quartiers urbains en difficulté (REP et REP+), ainsi que les réalités particulières des DROM. Ces territoires bénéficient, à juste titre, de mesures différenciées : taux d'encadrement renforcé, prise en compte des élèves de 2 ans bien présents, postes gelés ou sanctuarisés, dispositifs pédagogiques adaptés, prise en compte de l'environnement socio-économique.

Pourquoi cette logique d'équité territoriale ne s'appliquerait-elle pas aux zones ultra-rurales ?

Pourquoi les élèves de l'Aveyron ne bénéficieraient-ils pas, eux aussi, d'un traitement spécifique, alors même que les fragilités sont bien réelles : éloignement, isolement, organisation problématique

de l'inclusion, fragilités sociales, accès restreint aux services, inégalités numériques et culturelles ?

Chaque suppression accentue les inégalités territoriales et compromet l'avenir éducatif des enfants.

Depuis des années, les DASEN successifs de notre département portent une soi-disant priorité à l'école rurale. Appliquer une véritable différenciation des seuils d'ouverture ou de fermeture prenant en compte le grand multiniveau serait une véritable priorité. Il n'est pas normal que les mêmes seuils soient appliqués à ces écoles.

En laissant chaque année lors des opérations de carte scolaire des écoles à 2 ou 3 niveaux, voire des classes uniques, avec des moyennes allant jusqu'à 24 élèves, c'est autant de collègues à qui on promet une année de souffrance et autant d'élèves à qui le service public d'éducation ne donne pas les conditions d'apprentissage qui leur sont dues.

L'École de la République ne peut pas abandonner celles et ceux qui vivent loin des centres urbains. Elle doit garantir, partout sur le territoire, les mêmes droits, les mêmes ambitions, la même exigence d'égalité, c'est une question de justice républicaine. La FSU demande une politique éducative différenciée prenant en compte les réalités de territoires.

L'école rurale longtemps portée en exemple pour ses excellents résultats et ses innovations pédagogiques est aujourd'hui devenu le paria de l'école. Pourquoi ce qui était vrai il y a encore peu de temps est vu aujourd'hui comme une contre-vérité ? Pourtant, dans l'intervalle de temps, le PIB de la France n'aura cessé de croître...

Depuis une semaine, notre territoire subit une vague de chaleur difficilement supportable dans des écoles et établissements qui sont pour beaucoup mal isolés. Ces conditions dégradent l'apprentissage des élèves et le travail des personnels. Face aux épisodes de forte chaleur, la FSU s'inquiète de la gestion de la situation dans les écoles et établissements scolaires. Elle dénonce l'insuffisance des mesures ministérielles, souvent déconnectées de la réalité des écoles mal isolées ou peu équipées mais aussi, des finances des collectivités qui sont de plus en plus contraintes. C'est pourquoi, la FSU avec d'autres organisations syndicales, participe à la campagne nationale sur le bâti scolaire de l'Alliance Ecologique et Sociale (AES) qui pose entre autres la question de l'adaptation des bâtiments pour apporter des réponses concrètes aux urgences environnementales et pour lutter contre les inégalités sociales.

Enfin, en cette fin de mois de juin, nous ne pouvons pas ne pas revenir sur le « Choc des savoirs » qui a fait l'objet d'un rapport bilan de la part de l'Inspection générale. Il y a quelques points positifs mis en avant : ils peuvent presque tous être en lien avec la diminution des effectifs et ce qu'elle permet : une relation plus apaisée, une approche plus individualisée, des scénarios pédagogiques plus variés. Mais le verdict est sans appel.

Quelques morceaux choisis qui ne font que mettre en relief ce qui avait été annoncé dès le départ, par la FSU notamment :

- Désorganisation : « La mise en place de cette mesure s'est traduite par d'autres tensions concernant le fonctionnement des établissements : construction des emplois du temps, mission de professeur principal dans les classes concernées (avec une diminution significative du nombre de professeurs de français et de mathématiques engagés), organisation plus complexe des conseils de classe, fragilisation du remplacement de courte durée pour lequel l'organisation en barrettes a limité la capacité des professeurs à entrer dans le dispositif »

- Appauvrissement de la relation entre pairs et perte de repère : « Ils disent préférer la classe car ils veulent avoir une unité dans leur vie d'élève. Les changements incessants de camarades et d'ambiance de classe pèsent à beaucoup. Ils pointent la complexité et la rigidité des emplois du temps. Ils ne savent plus à qui s'adresser s'ils sont absents et qu'ils veulent récupérer un cours auprès de leurs camarades. Cette perte de repère est presque unanimement soulignée, surtout en classe de sixième où cette mise en œuvre est concomitante à leur arrivée au collège » ; autre citation : « Ils regrettent aussi les interactions et l'entraide qui existent dans une classe. » (le « Ils » désigne ici les élèves)

- Inefficacité pédagogique : « La pauvreté des contenus enseignés dans certains groupes de niveau « faible » est non seulement peu garante de progrès, mais induit un risque fort de dérive des savoirs et des compétences enseignés entre les groupes et par conséquent, entre les élèves ». La formule métaphorique qui vient résumer cette « dérive » est éloquente : une « dérive programmée des continents »

Dans une société qui se fracture de plus en plus, l'École publique et laïque a un rôle primordial pour lutter contre cette « tectonique » sociale en faisant tout pour faire société. Elle doit rester émancipatrice et être pensée pour accueillir un public de plus en plus fragile qui n'a que l'École pour réussir, et de le faire en se donnant tous les moyens de faire réussir tous les élèves.